

*Pôle Stratégie, Médias et  
Communication*

Hôtel de Matignon, le 14 mars 2014

**Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre,  
Présentation des cinq premiers plans de la Nouvelle France Industrielle,  
Vendredi 14 mars 2014,  
Hôtel de Matignon**

Mesdames, messieurs les ministres,  
Mesdames, messieurs les chefs de projet,

D'abord bienvenue à l'hôtel de Matignon.

La France industrielle, elle a toujours existé, mais comme l'industrie pour qu'elle continue d'exister, il faut qu'elle se renouvelle en permanence, qu'elle se régénère, qu'elle invente, qu'elle innove et qu'elle se projette dans l'avenir. Eh bien ! C'est cette nouvelle France industrielle que nous sommes en train de construire, ce sont ces 34 plans industriels qui sont peu à peu mis au point entre tous les partenaires industriels – les entreprises, les grands groupes, les PME, les start-up, le monde de la recherche et le gouvernement avec le Commissariat général à l'investissement – qui permettent ensemble de relever ce défi d'une France qui affirme une ambition, et qui sait que l'avenir d'un pays ne peut pas se construire durablement sans une industrie forte et innovante, et qui soit toujours un temps d'avance.

Donc c'est cette France industrielle que nous bâtissons, c'est 34 plans industriels que nous définissons ensemble et, aujourd'hui, c'est 5 d'entre eux qui vont vous être présentés. Et puis au fur et à mesure, je ne dis pas si ça sera chaque mois mais il faut tenir un rythme soutenu, eh bien ! Nous poursuivrons cette présentation qui fait la démonstration à chaque fois, vous allez en avoir la preuve dans quelques instants, que ce n'est pas vœu pieu et que cette ambition montre que nous nous battons, nous nous battons ensemble et que ça vaut la peine. Parce que vous allez voir que la France a des atouts, elle a des atouts et qu'elle peut réussir et qu'elle peut réussir à développer son industrie et créer des emplois et être présente partout dans le monde, voilà. Donc je vais donner brièvement la parole à Arnaud Montebourg et Fleur Pellerin, pour poursuivre l'introduction de cette réunion, et puis ensuite chaque chef de projet

viendra présenter l'un des 5 plans industriels qui sont à l'ordre du jour aujourd'hui. Donc Arnaud.

Mes chers collègues, mesdames et messieurs, d'abord toutes mes félicitations, parce que le lancement de cette organisation en filière de 34 projets industriels s'est fait en un temps record. On voit déjà les premiers résultats, on ne présentait pas tout aujourd'hui, vous avez présenté 5 exemples de projets qui avancent et qui avancent bien. C'était il y a 6 mois à l'Élysée, le président de la République en effet avait lancé cette méthode, cette stratégie et nous sommes là aujourd'hui pour voir que les choses ont bien avancé.

Ce qui est proposé là ce ne sont pas des gadgets, ce ne sont pas non plus les prémices d'un plan national d'équipement, comme on en faisait dans les années 50. Ce sont les premiers résultats d'un effort nouveau de mobilisation et d'organisation de nos forces industrielles, telles que vous avez pu les constater, avec un objectif, une ambition, c'est de les positionner sur des marchés d'avenir à fort potentiel en France, en Europe et dans le monde.

C'est la preuve que ceux qui pensent que l'industrie c'est fini se trompent complètement, que notre industrie est capable d'excellence, qu'elle dispose d'atouts considérables en matière de recherche, d'innovation, de formation, d'usage du numérique et de capacités de financement de ces entreprises.

Ce dont on parle aujourd'hui, c'est la fameuse compétitivité hors coût, et la compétitivité hors coût, l'investissement dans la recherche, dans l'innovation, dans la qualification, la montée en gamme de notre industrie, l'avant-garde technologique, c'est ça la compétitivité hors coût. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'intéresser à la compétitivité qui est liée au coût, il faut marcher sur les deux jambes et c'est ce que nous faisons. Lorsque nous avons mis en place le crédit d'impôt de compétitivité emploi, c'est-à-dire un allègement des coûts qui pèsent sur le travail, le gouvernement a pris l'initiative de mobiliser 20 milliards d'euros pour injecter dans l'économie. Et la première étape de ces 20 milliards, les entreprises vont les percevoir là dans quelques jours, début mai. C'est un chèque qui va arriver dans les entreprises qui correspond à moins 4 % du coût du travail d'une masse salariale jusqu'à 2,5 fois le Smic, ce qui est considérable comme effort ; et puis l'année prochaine c'est moins 6 %. Mais je reviendrai sur ce volet-là parce que je voudrais d'abord parler de la compétitivité hors coût, de la performance de nos produits, de leur capacité à monter encore une fois en gamme, et puis surtout à répondre à des besoins, des besoins émergents, de la demande mondiale et se positionner sur les bons marchés.

Mais nous ne sommes pas là par hasard et ce travail n'a pas commencé seulement il y a 6 mois. Il a commencé par une commande d'un rapport que le gouvernement avait demandé à Louis Gallois, que je remercie encore, il est là parmi nous, il est maintenant commissaire général à l'investissement. Mais si je parle de cela, c'est parce qu'il fallait commencer par un diagnostic, et ce diagnostic nous l'avons fait en 2012.

C'est vrai que souvent on dit : le gouvernement commande des rapports, et encore un rapport, et encore un rapport et ça va servir à quoi ? Je me souviens d'ailleurs à l'époque, certains disaient : il y a un rapport qui va sortir qui est le rapport Gallois, ils vont sûrement l'enterrer,

ils vont le mettre dans un placard. Et puis il y avait les gens de l'opposition qui disaient : le rapport Gallois, tout le rapport Gallois parce que de toute façon ils n'auront pas le courage de le faire. Mais le rapport Gallois, c'était un diagnostic sans complaisance, lucide à la fois sur nos atouts et nos faiblesses, sur notre appareil productif.

Et il est vrai que ce rapport a provoqué comme un électrochoc, il a été suivi de décisions immédiatement et je me souviens d'avoir annoncé ici même, en novembre 2012, le premier pacte, le pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi qui traitait à la fois des coûts du coût du travail, mais qui traitait aussi de l'autre volet qui est celui de l'investissement, de l'innovation et de l'avant-garde technologique.

Alors où en sommes-nous aujourd'hui ? Aujourd'hui, nous avons stoppé la dégradation du tissu industriel français. Cette dégradation – et le rapport le disait très clairement – a été observée sur une période de 10 ans, 2002-2012. La part de l'industrie dans le PIB a commencé à remonter, elle était descendue jusqu'à 11 % fin 2012, là elle remonte, elle est à 11,5 fin 2013. Le taux de marge des entreprises s'est lui-même redressé, il est passé de 19 % en 2012 à 23 % en 2013. L'investissement des entreprises non financières est reparti à la hausse au dernier trimestre 2013, après 2 ans de baisses continues ou de stagnations. Et l'industrie a recréé des emplois, elle a recréé des emplois, certes c'est modeste mais le dernier trimestre c'est +15.000 emplois dans le secteur marchand, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011. Ça veut dire que nous avons stoppé le déclin industriel de la France.

Mais ne voyez pas dans mon propos de l'autosatisfaction, au contraire, je crois qu'il faut poursuivre ce que nous avons engagé, c'est indispensable parce qu'on voit le temps qu'il faut pour réussir, et la mobilisation des acteurs qu'il faut faire. Et je remercie les membres du gouvernement sous l'impulsion d'Arnaud Montebourg d'y apporter toute leur énergie, leur force. Fleur Pellerin qui est là aussi constamment, elle nous a tout à l'heure parlé du numérique et c'était évidemment très éclairant et enthousiasmant ; et puis les autres membres du gouvernement. Aujourd'hui, c'est le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Geneviève Fioraso, mais les autres ministères qui sont concernés sont mobilisés.

Les filières industrielles, elles aussi se sont mises en mouvement, elles se sont mises en mouvement pour agir ensemble, et elles ont engagé l'année dernière 300 actions adaptées à leurs spécificités dans des contrats de filières destinés à restaurer leur compétitivité. Aujourd'hui, c'est donc une nouvelle initiative qui aboutit, celle que j'évoquais, lancée il y a 6 mois. Et les 5 projets qui ont été présentés ont été ciblés volontairement sur la question de la mobilité, la mobilité décarbonée mais aussi de la sobriété énergétique, de la gestion durable des ressources, de la diffusion rapide des usages et des technologies numériques, notamment dans la santé ou enfin dans la qualité de l'alimentation. Donc nous sommes en mesure maintenant... Arnaud Montebourg me disait « on pourrait même le faire tous les 15 jours – pour à peu près une fois par mois présenter ces plans qui avancent, dans tous les secteurs que je viens d'évoquer et d'autres encore que je n'ai pas mentionnés.

C'est dire qu'il faut aller chercher les bonnes nouvelles et pas seulement parler des mauvaises, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas être lucide lorsqu'il y a des difficultés, lorsqu'il y a des

souffrances, au contraire. Il faut redoubler de vigilance, d'exigence et de solidarité et en même temps, il faut se projeter dans l'avenir. Cet avenir, il se construit tous les jours avec des grands groupes industriels, avec des sous-traitants de premier rang, de second rang, des PME, des TPE dans des niches où elles sont particulièrement performantes, mais aussi tous ces créateurs d'entreprise.

Je pense à ces jeunes qui créent les entreprises, notamment grâce à la technologie du numérique et qui sont en train de bouleverser la donne, ces start-up que nous voulons soutenir et encourager davantage, leur permettre d'accéder au financement, c'est ça aussi la réalité de la France d'aujourd'hui et c'est ce que nous sommes en train de faire. C'est un exercice d'anticipation car il ne s'agit pas de répondre aux besoins d'aujourd'hui avec des technologies d'hier, mais de positionner la France sur l'industrie, sur les besoins futurs des marchés les plus porteurs, nous en avons là aujourd'hui la démonstration. Et ça ne peut pas se faire s'il n'y a pas une démarche partenariale.

Donc nous avons vu aujourd'hui les industriels qui définissent leur but, qui définissent... et les jalons qu'il faut franchir pour l'avenir de la mise sur le marché, parce que c'est ça dont il s'agit, et donc après avec création d'emplois. Et l'Etat de son côté met à la disposition des acteurs des leviers qu'il peut actionner lui-même pour accélérer, faciliter la réalisation de projets, par exemple sur le plan de la réglementation, les normes, les formations, la commande publique et une participation au financement.

Le 9 juillet dernier, j'ai d'ailleurs annoncé un renforcement du programme des investissements d'avenir avec 12 milliards supplémentaires. Et ces 12 milliards ils sont utilisés, vous le voyez très concrètement. Je n'oublie pas non plus le rôle que joue la Banque publique d'investissement, et j'espère aussi l'ensemble du secteur bancaire financier français. Aujourd'hui, on part de choses concrètes, je n'ai pas bien le temps de revenir sur chaque projet qui a été présenté, je voudrais en évoquer juste un qui est la voiture à 2 litres au 100. Je l'évoque parce que j'avais annoncé cela à la conférence environnementale, la première conférence environnementale. Scepticisme général : 2 litres au 100 ce n'est pas sérieux, ils n'y arriveront pas ou en tout cas peut-être un jour, peut-être un jour. Mais vous nous avez montré madame ce matin qu'on pouvait avancer aussi sur d'autres sujets, dont on avait parlé il y a déjà 20 ans et maintenant on aboutit, on aboutit. La pile à hydrogène, ça va se faire, eh bien ! Pour le moteur à 2 litres au 100, la voiture à 2 litres au 100 – et messieurs Renault et PSA nous l'avaient concrètement dit – c'est pour tout de suite, 2020, ben oui ! 2020 c'est demain matin, ça se prépare maintenant.

Et surtout ce n'est pas pour une petite catégorie, c'est-à-dire ceux qui auraient un pouvoir d'achat énorme qui pourraient se payer des voitures à 30 000 ou 40 ou 50 000 euros, non ! Pour un grand marché. Donc c'est ce que vous êtes en train de faire, il faut absolument vous encourager et vous soutenir. Donc voilà ce que nous avons fait, il y a 6 mois comme propositions aux industriels. Vous avez saisi, là, vous avez saisi la main qui vous était tendue, et c'est ce que nous réussissons ensemble. Mais cette mobilisation, et je voudrais conclure par ça, elle doit se poursuivre et s'amplifier. Parce que même si je vois des signes positifs, j'ai dit pas d'autosatisfaction, mais au contraire, nécessité de se mobiliser davantage. Parce qu'il y a encore des destructions d'emploi, il y a encore des territoires qui voient des entreprises

fermer, disparaître. Et notre action doit s'inscrire dans la durée, sans faiblesse et c'est le sens des réformes qui sont engagées et c'est le sens aussi du pacte que le président de la République a annoncé au début de l'année.

Ce pacte de responsabilité, responsabilité, ça veut dire que c'est un appel à la mobilisation de toutes les forces vives du pays. Bien sûr, les responsables politiques, je dirais même si mais peut-être que je rêve, mais si on pouvait parfois quand l'enjeu est tel qu'il s'agit de l'intérêt de l'avenir du pays, on dépasse parfois les clivages et les oppositions stériles et les caricatures, bien sûr, c'est aux politiques, ceux qui exercent des responsabilités, qui ont reçu le mandat des citoyens, qu'il soit dans la majorité ou dans l'opposition, qui doivent faire preuve d'exemplarité et se concentrer sur l'essentiel.

Et puis il y a bien sûr les entreprises, dans toutes leurs diversités. Le monde la recherche, le monde de la formation, et puis bien sûr aussi les salariés, sans oublier les collectivités territoriales. Alors le pacte de responsabilité, c'est un appel à la mobilisation de toutes ses forces vives qui veulent la réussite de la France. Et là, nous n'avons pas le choix ! 2014 c'est une année, j'allais dire charnière, ou nous consolidons, ou nous amplifions ce qui a été entrepris ou alors nous stagnons et nous reculons et nous nous décourageons. Et là, il faut redonner de la confiance, de l'énergie, de la perspective. Alors c'est vrai que c'est exigeant, en tout cas pour le gouvernement, c'est exigeant, parce qu'il faut dégager de nouveaux moyens, pour mettre en œuvre ce pacte.

Il faut poursuivre un programme d'économie, pas le faire à la hache, n'importe comment. Mais en nous concentrant sur ce qui est essentiel, ce qui permet en même temps de préserver notre modèle social, mais aussi de préparer l'avenir, et donc c'est ce que nous faisons avec ce programme d'économie de 50 milliards. Et donc tout ça arrive là, à un moment où les décisions vont être prises, nous sommes à quelques jours de la fin de l'analyse des solutions. Quand je dis à quelques jours, c'est la du mois de mars et ensuite le parlement sera amené à se prononcer sur beaucoup de choses. Le pacte, le programme de réduction de la dépense publique, parce qu'il faut retrouver là encore, dans la durée des marges de manœuvre, faire reculer la dette et les déficits.

Mais aussi le chantier de la transition énergétique qui sera à l'ordre du jour du parlement, cette année. Donc vous ça viendra sans doute aussi une nouvelle étape de la simplification administrative mais pas seulement pour les entreprises, mais aussi pour les citoyens dans la gestion, je pense aux collectivités territoriales et puis faire en sorte aussi que notre fiscalité, temps pour les entreprises que pour les ménages soit à la fois plus efficace, plus lisible et plus simple et aussi plus juste. Donc c'est ça que nous avons à faire maintenant ! Pas l'année prochaine, maintenant ! Donc ce que vous faites mesdames et messieurs, c'est une forte contribution alors je terminerai en précisant que ce pacte, ça sera un effort inédit dans notre histoire française. J'ai déjà évoqué les 20 milliards d'euros, que la nation a consenti non pas comme un cadeau, comme on ferait pour faire plaisir. Non, non, pour redonner de la marge de manœuvre pour que les entreprises reprennent leur élan, qu'elles retrouvent de l'air pour investir, pour innover, pour former, recruter.

Et donc c'est une nouvelle étape que nous allons franchir avec 10 milliards d'euros supplémentaires qui doivent être utilisés à la fois, sur la partie qui concerne les coups qui pèsent sur le travail, mais aussi par l'allègement de la fiscalité en tout cas pour la rendre plus juste, qu'elle pénalise moins la production et surtout qu'elle s'harmonise aussi avec la fiscalité de nos partenaires, en particulier de nos principaux partenaires. Donc tout ça, s'inscrit évidemment dans la durée, mais ces décisions doivent être prises cette année, pour être mis en œuvre et amplifiées dès 2015, et donc nous y sommes. Donc les deux piliers je les ai donnés, concernant les entreprises, la fiscalité, les entreprises, le troisième pilier c'est celui de la simplification.

Donc l'équipe qui travaille concernant les entreprises de la naissance d'une entreprise jusqu'à la transmission de l'entreprise, l'équipe c'est Thierry Mandon, un député et Guillaume Poitrinal, un chef d'entreprise. Eux aussi, vont nous faire des propositions très concrètes, très pratiques, je leur ai demandé d'être audacieux, d'être décoiffant, pour la fin du mois de mars, au début du mois d'avril, au plus tard. Après il nous appartiendra de mettre ça en œuvre, ce que nous pourrons retenir, mais il faut que ça se sente, que ce soit plus simple et qu'il y ait moins de bureaucratie, tout en protégeant bien sûr, l'environnement et les droits des salariés et la sécurité, il ne s'agit pas de faire n'importe quoi ! Mais qu'on créait un choc, là aussi, de confiance, et en particulier pour ceux, les responsables des entreprises. Le quatrième pilier, là, c'est le dernier que j'évoquerai, c'est celui du dialogue social.

Et je reviens au rapport de Louis Gallois, je me souviens que dans les faiblesses de la France, il avait pointé l'insuffisance du dialogue social. Et donc depuis, je ne dis pas qu'on avait attendu que Louis Gallois l'écrive, nous étions convaincus avec le président de la République que c'est ce qu'il fallait faire. Parce que si on ne négocie jamais, vous le savez tous ici, on n'avance pas pour trouver les bons équilibres, les bons compromis et puis mobiliser les forces. C'est ça le dialogue, le dialogue dans une entreprise, le dialogue dans une collectivité territoriale, le dialogue à l'échelle de la nation, mais aussi le dialogue social et les pays qui sont le plus avancés en la matière, c'est souvent ceux qui ont eu les meilleurs résultats. Il ne s'agit pas de figer les choses, il s'agit de les faire avancer.

Et donc le dialogue social, il a d'ailleurs permis déjà de transcrire dans la loi des accords qui ont été signés, qui sont d'une importance majeure. L'accord interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi, qui est la réforme en quelque sorte du marché du travail en France, mais qui ne s'était jamais pratiqué. On en parlait tout le temps, mais on ne le faisait jamais, eh bien, il s'applique maintenant. Et même certains non-signataires signent des accords dans les entreprises et il y a des personnes ici qui savent que c'est le cas. Tant mieux ! Pour anticiper les mutations, pour éviter les chocs sociaux, lorsqu'il faut réinvestir et trouver des solutions pour franchir les caps. C'est ce que vous faites.

Et puis il y a la négociation sur la formation professionnelle. Elle est donc transcrite dans la loi, quelques semaines après. Ce sont deux exemples que je pourrais citer sans m'étendre davantage. Donc maintenant, il faut franchir une nouvelle étape, et la première des contreparties aux efforts que nous faisons ou que la nation va faire en faveur des entreprises pour les aider, c'est le dialogue social. Et le dialogue social, moi, je me félicite de l'accord, de la conclusion des discussions qui ont eu lieu à la deuxième réunion, donc ça a été assez rapide

finalement et qui vont ensuite se dérouler dans les branches. Parce que ça ne peut pas être autrement. Dans les branches, on va parler de l'investissement, on va parler de la qualification, on va parler de l'évolution des carrières. On va parler des perspectives d'emploi et ensuite dans les entreprises, mais aussi dans les territoires. Parce que dans les territoires, ce n'est pas seulement, patronat/syndicats, c'est aussi les collectivités territoriales, c'est aussi les acteurs des pôles de compétitivité, qui sur des projets comme vous nous démontrez ici, peuvent contribuer à la réussite.

Moi, je suis convaincu en tout cas, que c'est ce que les Français souhaitent, c'est que nous allions à l'essentiel de l'avenir du pays. Nous jouons beaucoup de choses, en ce moment sur l'avenir de la France et de l'Europe. Alors je ne voudrais pas vous parler de l'Europe, mais on aura l'occasion d'y revenir, mais enfin j'espère que l'Europe se dotera et ça sera aussi notre contribution française, d'une ambition industrielle, d'une ambition pour la transition énergétique, ou une politique numérique qui ne se limite pas seulement aux droits des consommateurs, même si les consommateurs doivent être protégés. Mais une ambition partagée. Mais en tout cas, pour la France, eh bien, nous avons nous, une ambition pour nous-mêmes. La France est un grand pays dont l'influence politique est reconnue partout dans le monde, qui joue son rôle, qui est écoutée, qui est respectée, mais sur le plan économique, nous avons reculé, donc nous devons reconquérir notre place de leader et d'abord en Europe. Eh bien, aujourd'hui, mesdames, messieurs, vous nous avez montrés que nous en avons totalement la capacité. Que nous pouvons avoir confiance dans nos propres forces, mais à condition d'être capable de nous unir, sur des ambitions, merci d'y avoir contribué et nous allons continuer, bon courage.